

INTERNATIONAL | CHRONIQUE

PAR ALAIN SALLÉS

| Le putsch chrétien-démocrate d'Orban

Avant l'enterrement européen d'Helmut Kohl, mort le 16 juin 2017, la veuve de l'ancien chancelier allemand avait créé la polémique en laissant entendre qu'elle préférerait un discours du premier ministre hongrois, Viktor Orban, plutôt que d'Angela Merkel. En vain. Un an plus tard, le 15 juin, Viktor Orban a célébré la mémoire de Kohl. La scène se passe à l'antenne hongroise de la Fondation Konrad Adenauer, un think tank de l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de la chancelière allemande, d'Helmut Kohl et de Konrad Adenauer. Le lieu idéal pour lancer le putsch démocrate-chrétien de Viktor Orban.

Finis l'illibéralisme et ses modèles encombrants (Poutine, Erdogan), le premier ministre hongrois se place désormais sous l'aile tutélaire des deux plus importants chanceliers allemands du XX^e siècle : Adenauer, l'homme de la reconstruction, et Kohl, celui de la réunification. Et c'est sous ce double patronage qu'il poursuit son attaque contre sa principale cible depuis 2015 : leur successeuse, Angela Merkel, une chancelière affaiblie qui ploie sous les coups de son parti frère bavarois, la CSU, en guerre contre sa politique migratoire.

Le président du parti, Horst Seehofer, n'a jamais caché ses liens avec Viktor Orban, qu'il préférerait inviter à ses congrès plutôt que la chancelière du «*Wir schaffen das*» («*nous y arriverons*»). Cette formule, employée alors qu'un million de migrants avaient pris la route des Balkans, en 2015, la poursuit. Barricadant son pays derrière des clôtures, Viktor Orban a incarné l'opposition européenne à cette politique d'accueil de la chancelière. Tous deux sont pourtant membres du Parti populaire européen (PPE), première force au Parlement de Strasbourg.

Le 15 juin, Orban commence par une menace voilée : «*En ce qui concerne les élections au Parlement européen de 2019, il serait facile, par exemple, d'établir une nouvelle formation à partir de partis d'Europe centrale partageant les mêmes idées – ou, en fait, une formation anti-immigration paneuropéenne. Il ne fait aucun doute que nous aurions un grand succès aux élections européennes de 2019.*»

L'idée d'un parti anti-immigration paneuropéen est la hantise

des capitales européennes, surtout depuis la prise de pouvoir en Italie de Matteo Salvini, le leader de la Ligue, qui appelle à une union des partis d'extrême droite. Dans ce discours, Orban se présente au contraire comme un homme raisonnable, prêt à résister aux tentations de l'alliance avec l'extrême droite : «*Je propose que nous résistions à cette tentation et que nous nous en tenions aux idéaux d'Helmut Kohl et à la famille du parti. Au lieu de désertier, nous nous attellerons à la tâche, plus difficile, de renouveler le Parti populaire européen et de l'aider à retrouver ses racines démocrates-chrétiennes.*»

Estimant qu'il a gagné la bataille de la démocratie illibérale et celle de l'immigration, il pro-

**L'ÉPOQUE OÙ ORBAN
BATAILLAIT DANS LES
MARGES, COUVERT
DES ORIPEAUX
DE LA DÉMOCRATIE
ILLIBÉRALE,
EST RÉVOLUE
LE PREMIER
MINISTRE HONGROIS
SE PLACE
DÉSORMAIS SOUS
L'AILE TUTÉLAIRE DE
KOHL ET ADENAUER**

pose de changer le logiciel de la droite européenne : «*Contrairement à la politique libérale, la politique chrétienne est capable de protéger nos peuples, nos nations, nos familles, notre culture, enracinée dans le christianisme et l'égalité entre les hommes et les femmes : en d'autres termes, notre mode de vie européen.*»

Nouveaux amis

L'économiste Shahin Vallée représente à peu près tout ce que Viktor Orban et ses affidés peuvent détester. Ancien conseiller du président de l'UE, Herman Van Rompuy, et d'Emmanuel Macron à Bercy – il a même travaillé à la Fondation Soros –, il signale sur Twitter l'importance du discours d'Orban, traduit en français sur la

revue en ligne *Légrandcontinent.eu*. «*Viktor Orban ne se positionne plus aux marges de la droite européenne, mais en son cœur, en se présentant comme le véritable héritier de la démocratie chrétienne européenne par rapport à une droite libérale et cosmopolite. C'est le discours de lancement de la campagne des européennes*», explique Shahin Vallée.

Le député européen Alain Lamassoure n'y voit que la nouvelle métamorphose d'un homme politique qui «*peut changer de discours d'un jour à l'autre*». Pour ce membre des Républicains, Orban se place à l'ombre de Kohl, car «*un vent d'hostilité monte contre lui au sein du PPE*». L'époque où il bataillait dans les marges, couvert des oripeaux de la démocratie illibérale, est révolue. Pas besoin non plus des diatribes antisémites contre le financier George Soros.

Orban se présente désormais comme «*la CSU du PPE*», ou encore comme sa «*plate-forme démocrate-chrétienne de droite*», avec de nouveaux amis, tel le chancelier autrichien Sebastian Kurz, qui gouverne avec l'extrême droite. Et il conserve des appuis forts au sein du PPE, à commencer par le président du groupe au Parlement, Manfred Weber, qui était venu le soutenir à Budapest en mars, avant sa troisième victoire d'affilée depuis 2010.

«*Le sommet européen est le moment-clé de cette conquête*», constate Shahin Vallée. Le Conseil européen des 27 et 28 juin a été soigneusement orchestré par cette alliance des droites, assez peu démocrates-chrétiennes. Matteo Salvini a allumé la mèche en refusant d'accueillir le bateau de SOS Méditerranée *Aquarius*, chargé de 629 migrants. L'Europe a alors connu une crise d'hystérie comme aux plus mauvais jours de 2015.

Sebastian Kurz venait d'annoncer – avec une pointe de mémoire courte quant à la résonance historique de la formulation – la constitution de «*l'axe*» Berlin-Vienne-Rome sur l'immigration, associant la droite classique à l'extrême droite. Viktor Orban a proposé de l'étendre aux pays du groupe de Visegrad (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie). «*L'axe*» n'avait plus qu'à se déployer pour le sommet européen. La gauche et la droite modérée sont tétanisées et Emmanuel Macron est isolé. Face à l'axe, où est la coalition des Alliés ? ■